

SMCP

Société Anonyme

49 rue Etienne Marcel,
75001 Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur l'augmentation du capital avec suppression du droit préférentiel de souscription

Assemblée générale mixte du 7 juin 2019 - Résolution n°28

KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
CS 60055
92066 Paris-La Défense cedex
France

Deloitte & Associés
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense cedex
France

SMCP

Société Anonyme

49 rue Etienne Marcel,
75001 Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur l'augmentation du capital avec suppression du droit préférentiel de souscription

Assemblée générale mixte du 7 juin 2019 - Résolution n°28

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 225-135 et suivants du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur la proposition de délégation au Conseil d'Administration de la compétence de décider une augmentation du capital par émission d'actions ordinaires avec suppression du droit préférentiel de souscription réservée à des catégories de personnes répondant à des caractéristiques déterminées, pour un montant maximum de 2 400 000 euros, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Cette augmentation de capital est réservée aux salariés et/ou mandataires sociaux de la Société et/ou des sociétés liées ainsi qu'aux fonds commun de placement ou toute autre entité souscrivant pour leur compte et aux établissements financiers mandatés par la Société pour leur proposer un dispositif d'actionnariat comparable à ceux proposés aux salariés de la Société en France.

Le montant nominal global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme ne pourra, selon la 27^{ème} résolution excéder 2.400.000 euros au titre des 27^{ème}, 28^{ème} et 30^{ème} résolutions et ne pourra, selon la 21^{ème} résolution, excéder 32.000.000 euros au titre des 21^{ème} à 30^{ème} résolutions.

Votre Conseil d'Administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer pour une durée de 18 mois à compter de la présente assemblée générale, la compétence pour décider une augmentation du capital et de supprimer votre droit préférentiel de souscription

aux actions ordinaires à émettre. Le cas échéant, il lui appartiendra de fixer les conditions définitives d'émission de cette opération.

Il appartient au Conseil d'Administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et R. 225-114 du code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription, et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Conseil d'Administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des actions.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'augmentation du capital qui serait décidée, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des actions ordinaires à émettre données dans le rapport du conseil d'administration.

Les conditions définitives dans lesquelles l'augmentation du capital serait réalisée n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R. 225-116 du code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de cette délégation par votre Conseil d'Administration.

En application de la loi, nous vous signalons que le rapport du conseil d'administration ne comporte pas l'information sur la marche des affaires sociales depuis le début de l'exercice en cours prévue par les textes réglementaires.

Paris La Défense, le 22 mai 2019

Les commissaires aux comptes

KPMG S.A.


Valéry FOUSSE

Deloitte & Associés


Albert AIDAN